

Maroc : Pourquoi boycottons-nous le Forum mondial des droits de l'homme de Marrakech ?

lundi 17 novembre 2014, par [ATTAC-CADTM Maroc](#) (Date de rédaction antérieure : 16 novembre 2014).

Exposé des motifs du boycott du Forum mondial des droits de l'homme

Le Maroc accueille du 27 au 30 novembre prochain le Forum mondial des droits de l'homme à Marrakech. La tenue de cet événement coïncide avec une politique de musèlement des libertés publiques et de répression subie par les organisations des droits humains. Des activités de plusieurs ONG marocaines ont été purement et simplement interdites. D'autres n'ont pu accéder à des espaces publics qu'elles avaient réservés au préalable. Derniers exemple en date : l'interdiction subie par le Centre Ibn Rochd le 2 novembre dernier lors d'une activité de formation de journalistes, l'emprisonnement d'un jeune rappeur, l'interdiction d'une caravane de solidarité avec les migrants de Tanger, l'interdiction de rassemblements syndicaux en préparation à la grève générale du 29 octobre dernier, la répression des mouvements ouvriers, populaires, étudiants ou du Mouvement du 20 février, les poursuites contre les victimes du microcrédit, les violences, discriminations et refoulements à l'encontre de migrants, etc... ATTAC Maroc subit également depuis des années cette chape de plomb. L'Etat nous prive de notre droit au renouvellement de notre récépissé légal. Les autorités de la ville de Rabat refusent de recevoir son dossier légal, en 1^{re} instance, Le Tribunal administratif de Rabat a refusé en première instance le recours déposé par l'association qui a fait appel de ce premier jugement.

L'Etat marocain veut maquiller ces reculs en organisant un Forum international sur les droits humains. Mais parallèlement le gouvernement continue d'imposer des politiques néolibérales détruisent les droits économiques, sociaux et culturels de la grande majorité des citoyens. Les programmes d'ajustement, d'austérité, d'endettement, de privatisation des services publics et la signature des accords de libre-échange et approfondissent la pauvreté, le chômage, la précarité et l'analphabétisme. Ces politiques sont antinomiques avec les fondements des droits humains.

L'Etat veut profiter de la présence d'institutions internationales, financières, commerciales et des ONG internationales et nationales pour redorer son blason. Ce Forum sera l'occasion pour les institutions d'une démocratie de façade pour exposer un simulacre d'Etat de droit. L'Etat mobilisera ses ONG pour vanter de soi-disant avancées démocratiques et légitimer ainsi la répression des libertés.

Quelle légitimité a un forum de droits humains auquel participent le Fonds monétaire international et la Banque mondiale, qui imposent des politiques destructrices à l'échelle du globe ? Quelle crédibilité a un forum auquel participent des gouvernements qui appliquent des cures d'austérité condamnant les populations à la pauvreté et l'exclusion.

Ce Forum, dominé par les bailleurs de fonds internationaux et les gouvernements ne peut être comparé aux Forums sociaux mondiaux (FSM) qui visent eux à construire des alternatives populaires aux politiques des Institutions Financières Internationales et aux impérialistes. Ce Forum connaîtra

l'absence de réseaux militants comme la Marche mondiale des femmes, Via Campesina, Attac International, le CADTM, etc...Ce Forum est également boycotté par l'ASDHOM.

La nature des organisateurs de ce Forum, le budget colossal qui lui est consacré, montrent bien que le Maroc s'apprête à accueillir une fois encore une kermesse du gaspillage, du clinquant et des annonces sans lendemain. A notre sens, la participation aux travaux de ce Forum n'apportera pas grand-chose, mais servira à masquer la politique de répression en cours actuellement.

C'est en fonction de tous ces éléments qu'Attac Maroc refuse de prendre part à ce Forum et considère que la défense des droits humains exige une large mobilisation populaire.

Attac Maroc se déclare disposée à participer à toutes les formes d'actions extérieures au Forum visant à dénoncer le recul des libertés publiques au Maroc, en collaboration avec toutes les voix qui résistent à l'oppression dans notre pays.

Attac Maroc

Le Secrétariat national, le 8 novembre 2014
